



CMFP du 22 septembre 2026
Déclaration liminaire de l'UNSA

Il a dû être aussi difficile aux équipes en charge de sa rédaction de produire une nouvelle fois ce bilan qu'il a été consternant pour l'UNSA Développement Durable de le lire et de constater une nouvelle fois noir sur blanc que la formation et la prise en compte de l'évolution des missions, compétences, emplois et effectifs de nos ministères sont définitivement les parents pauvres de nos ministères.

« Formez-vous ailleurs, par vos propres moyens et surtout sur votre temps libre », tel pourrait être le résumé de tous les textes relatifs à la formation qui nous ont été communiqués lors de ces commissions et en dehors.

Le projet de Bilan de la formation 2025 n'échappe pas à la règle et assume le transfert de charge vers les formations mentor et les agents.

Le projet de Stratégie de développement du numérique en formation 2026-2029, va dans le même sens : l'instruction ministérielle de mars 2025 sur les déplacements temporaires des personnels de nos ministères fixe un objectif de 50 % de formation en distanciel d'ici 2027. C'est donc par pure économie financière que nos ministères proposent cette stratégie d'ailleurs sans moyens.

Il n'y a même pas eu de document d'orientation à moyen terme de la formation des agents de nos ministères, document pourtant prévu par l'article 31 du Décret 2007-1470 et dont vous avez fait le choix de ne pas vous encombrer.

Les lignes directrices de gestion relatives aux parcours professionnels et aux promotions de nos ministères, caduques depuis le 31 décembre 2025, n'étaient pas ambitieuses ; ce que le projet de bilan de la formation 2025 confirme : « rien + rien = débrouillez-vous », soyez « autonome », « proactif », « responsable » de vos formations et parcours professionnels.

Un concept que les agents ont intégré : moins de formations internes disponibles, accessibles et valorisées → moins de formateurs, moins de stagiaires → un report (contraint) vers des formations externes, ce qui amplifie une inégalité de traitement entre les agents en fonction de leur catégorie d'appartenance.

Toujours grandes absentes de ce bilan :

- une synthèse des évaluations des formations (faites par les stagiaires, le/la formateur/trice, le service d'affectation selon les cas, manque à son objet.
- une synthèse du travail des commissions, conseils, revues de formation (administration, formateur, stagiaire) sur le contenu, la thématique...
- Dans la partie relative aux « autres formations pro », aucune mention sur :
 - le bilan de parcours collectif ou individuel (Décret 2022-1043, art 7 ; AM 1^{er} août 2023, art 7 à 11)
 - le plan individuel de développement des compétences (Décret 2022-1043, art 8 ; AM 1^{er} août 2023, art 12 à 14)

L'épuisement de chacun se lit sur chaque page du bilan, au point que sa dernière partie, traitant des « formations relatives aux travailleurs en situation de handicap », n'a même pas été actualisées et ne comprend que les données 2024.

L'UNSA attend que l'administration porte plus d'intérêt à la formation et mette en œuvre plus d'actions afin que TOUS LES AGENTS de nos ministères puissent accéder à la formation dans de bonnes conditions.